Département des LANDES
Arrondissement de DAX
Canton du PAYS MORCENAI TARUSATE
COMMUNE DE MEILHAN

PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS
SEANCE DU MARDI 05 SEPTEMBRE 2023

DEPARTEMENT DES LANDES
COMMUNE DE MEILHAN
ARRONDISSEMENT DE DAX
Date de convocation : 31/08/2023

Nombre de Conseillers en exercice : 15
Nombre de présents : 11
Nombre de votants : 12

Présents : LOUBERE Patricia, LACOSTE Claude, HUREL Catherine, CHABANNE Éric, DESPOUYS Véronique, LOUBERE David, LAPETRE-TAUZIET Nadège, SOUX Benoit, LINXE Justine, TESTEMALE Maurice, CHARON-BURNEL Mathilde

Excusés : LAULOM Vincent, MEURIS Olivier, ILHARDOY Sandra

Absente : DUCROT Stéphanie

Procuration : M. Meuris a donné procuration à Mme LAPETRE TAUZIET

Secrétaire de séance : Mme HUREL Catherine

Le conseil municipal adopte à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 11 juillet 2023.

Ordre du jour :

- **BIBLIOTHEQUE :**
 - Approbation plan de financement dossier DRAC
- **PERSONNEL TERRITORIAL :**
 - RIFSEEP cadre d'emploi d'adjoint d'animation
- **AFFAIRES SCOLAIRES :**
 - Accueil périscolaire collégiens
 - Aménagement cour école
- **DFCI**
 - Projet fusion DFCI Meilhan, Souprosse, Lamothe
- **ASSOCIATIONS**
 - Demande subvention En HarTmonie
 - Foyer Rural : section badminton obtention label 2 étoiles
 - Démission président comité des fêtes
- **PROJET PHOTOVOLTAIQUE**
 - Rapport commissaire enquêteur
 - Arrêté défrichement
- **DM N° 01**
 - Nouvelle opération : remplacement éclairage rue du Clocher
- **QUESTIONS DIVERSES :**
 - SIETOM : définition des besoins en conteneurs

- SDIS : synthèse d'activité
 - Site sablière Rubio,
 - Comptage Route de la Chalosse ISR
 - Attribution DETR aménagement local services techniques
 - Devis actualisé travaux menuiseries logements Rue Félix robert
-
-

BIBLIOTHEQUE

DELIBERATION 2023-40

DELIBERATION PORTANT APPROBATION PLAN FINANCEMENT BIBLIOTHEQUE – DOSSIER DRAC

Madame le Maire rappelle la discussion lors du dernier conseil municipal relative à l'augmentation des heures d'ouverture de la bibliothèque.

Après entretien avec les services de la DRAC, une subvention devrait être versée à hauteur d'un montant de 35 520,07 € pour les 3 années correspondant à 75% de participation sur les animations et 75% sur les 7,5 heures d'augmentation d'ouverture de la bibliothèque.

La DRAC pourrait accompagner la collectivité durant les 4^{ème} et 5^{ème} année, mais la subvention serait dégressive, 60% la quatrième année et 50% la cinquième année.

Madame le Maire propose aux membres du conseil municipal de présenter lors de la prochaine réunion le coût des charges salariales de la bibliothèque durant l'année 2022-2023 et le coût futur.

Madame le Maire rappelle que l'agent devrait être recrutée au 1^{er} octobre 2023.

M. Testemale demande quel est son statut.

Madame le Maire rappelle que l'agent est actuellement en reclassement, son dossier est étudié par le comité médical du Centre de Gestion des Landes.

Madame le Maire rappelle également la dernière discussion du conseil municipal concernant le recrutement de l'agent. Si la commune obtient une aide de la DRAC, l'agent sera recrutée sur la base de 17,50 heures hebdo pour la bibliothèque et 17h hebdo pour l'agence postale. Dans le cas où la commune ne percevrait pas d'aide de la DRAC, l'agent sera recrutée sur 13 heures hebdo à la bibliothèque et 17 heures hebdo à l'agence postale.

Le dossier de demande de subvention a été déposé auprès de la DRAC, une demande de dérogation a été faite afin d'engager les dépenses dans l'attente de la notification de la décision.

M. Testemale demande à délibérer sur un accord de principe.

Le Conseil municipal valide sa proposition.

Mme Despouys demande si le CDD de l'agence postale sera renouvelé à l'issue du congé maternité.

Mme le Maire précise que le CDD n'a pas été renouvelé, l'agent ayant été informée.

Considérant la délibération du 9 juin 2023 validant le principe d'augmentation d'ouverture au public de la bibliothèque de la commune en proposant de nouveaux services à raison de 7 heures hebdomadaires supplémentaires

Considérant la délibération du 9 juin 2021 autorisant Madame le Maire à déposer un dossier de demande de financement auprès de la DRAC.

Madame le Maire expose au Conseil Municipal le plan de financement 2023-2026 de la bibliothèque qui sera transmis à la DRAC

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, à l'unanimité,

- APPROUVE le plan de financement ci-annexé
- APPROUVE les dépenses globales 2023-2026 pour un montant total de 50 742.95 €
- SOLLICITE le versement de la subvention DRAC 2023-2026 pour un montant total de 35 520,07 €
- AUTORISE Madame le Maire à déposer un dossier de demande de financement auprès de la **DRAC**

DELIBERATION 2023-044

CREATION EMPLOI PERMANENT BIBLIOTHEQUE ET AGENCE POSTALE

Madame le Maire expose au Conseil Municipal qu'en raison de l'accroissement des heures d'ouverture de la bibliothèque, du cumul des heures effectuées à l'agence postale avec les heures de la bibliothèque afin de proposer un poste avec une quotité d'heures plus importantes à un agent, il convient de prévoir la création d'un emploi permanent à temps non COMPLET,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général de la fonction publique,

VU le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié relatif aux emplois permanents à temps non complet, Section I,

Après en avoir délibéré, DECIDE :

- de créer un poste permanent à temps NON COMPLET de 34,50 heures d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe,
- le responsable de ce poste de travail sera astreint à une durée hebdomadaire de travail de 34,50 heures,
- il sera chargé des fonctions de responsable de la bibliothèque, coordinateur, et agent d'accueil, secrétariat à l'agence postale
- la rémunération et la durée de carrière de cet agent seront celles fixées par la réglementation en vigueur pour le cadre d'emplois concerné,
- Madame le Maire est chargée de recruter le responsable de ce poste,
- les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au Budget aux chapitre et article prévus à cet effet.
- la présente délibération prendra effet à compter du 1^{er} octobre 2023

PERSONNEL TERRITORIAL

PROPOSITION MISE A JOUR RIFSEEP : cadre emploi adjoint animation

Madame le Maire informe le Conseil que le RIFSEEP adopté lors de la séance du 11 avril dernier, ne prévoit pas le versement pour le cadre d'emploi des adjoints d'animation. Madame le Maire rappelle au conseil municipal le recrutement d'un adjoint d'animation à compter du 1^{er} septembre 2023 et qu'il y a lieu de mettre à jour la délibération.

Le projet de délibération a été transmis au Comité social territorial ce jour pour examen lors de sa séance du 10 octobre prochain.

Mise en place du Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) – mise à jour octobre 2023

Le Conseil Municipal de MEILHAN,

VU l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

VU le Code Général de la fonction publique et notamment ses articles L714-4 à L714-13,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

VU le décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité

VU le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés

VU le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'Etat,

VU l'arrêté interministériel du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité,

Considérant les délibérations des 7 novembre 2017 et 16 août 2017 instaurant la mise en place du RIFSEEP pour les agents de la collectivité,

Considérant la délibération du 6 avril 2021 décidant l'augmentation du RIFSEEP de tous les agents de la Commune

Considérant la délibération n° 2023-03 du 10 janvier 2023

Considérant la délibération du 6 octobre 2020 autorisant le recrutement d'un adjoint technique territorial pour les services techniques

Considérant la délibération du 11 avril 2023 décidant la mise à jour du RIFSEEP des agents titulaires et stagiaires de la Commune

Considérant la délibération du 11 juillet 2023 portant création d'un emploi permanent de d'adjoint d'animation.

VU l'avis du comité social territorial en date du.....

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

DIT

- que commune de Meilhan, avait instauré par délibération des 7 novembre 2017 et 16 août 2017 le RIFSEEP. La présente mise à jour va permettre le versement du RIFSEEP au cadre d'emploi des adjoints d'animation

Aussi le changement principal qui intervient dans cette mise à jour est :

L'attribution du IFSE et CIA pour le cadre d'emploi des adjoints d'animation

DIT

- Que les indemnités suivantes seront versées au profit des agents de la commune de Meilhan relevant des cadres d'emplois :
 - o Cadre d'emplois de catégorie B :
 - rédacteur
 - o Cadre d'emplois de catégorie C :
 - Adjoint administratif
 - ATSEM
 - Adjoints techniques
 - Adjoints animation

1- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)

L'IFSE vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du régime indemnitaire.

Pour la mise en place de l'IFSE, des groupes de fonctions, par cadre d'emplois, sont créés sur la base des critères suivants :

- Fonction d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

A chaque groupe est rattaché un montant indemnitaire maximum annuel à ne pas dépasser.

Les groupes de fonctions suivants ont été créés et hiérarchisés comme suit pour la commune :

Catégorie B : Groupe B1

Catégorie C : Groupe C1

Groupe C2

Groupes de fonctions et montants maxima annuels (plafonds) :

Compte-tenu des effectifs de la commune de Meilhan, les montants retenus pour chaque groupe de fonction seront compris entre 0 et le montant maximum figurant dans le tableau.

Cadre d'emplois : Rédacteur, catégorie B

Groupes de fonctions	Fonctions correspondant au groupe	Montants maxima annuels
B1	Secrétaire de mairie, rédacteur	5000 €

Cadre d'emplois des adjoints administratifs, ATSEM, adjoints animations

Groupes de fonctions	Fonctions correspondant au groupe	Montants maxima annuels
C2	Agent d'accueil, assistante de gestion administrative (sujétions particulières polyvalente administrative, participe aux réunions du conseil municipal, réunions commissions enfance jeunesse, dépouillement élections)	3 000,00 €
	Agent accueil secrétaire agence postale/coordinatrice bibliothèque	2 000,00 €
	ATSEM (sujétions particulières direction accueils périscolaire et extrascolaire, réunions communes conventionnées)	2 500,00 €
	Adjoints animation (sujétions particulières adjoint direction, animation accueils périscolaire,	2 000,00 €

	extrascolaire, nuitées)	
--	-------------------------	--

Cadre d'emplois des adjoints techniques

Groupes de fonctions	Fonctions correspondant au groupe	Montants maxima annuels
C1	Agent entretien bâtiments communaux, espaces verts (sujétions particulières : entretien bâtiments, véhicules, management équipe, coordination, planification)	3 600,00 €
	Agent entretien bâtiments communaux espaces verts, cimetières (sujétions particulières : surveillance travaux dans le cimetière, vérification modules jeux, skate park, école, tutorat, contrat avenir)	3 000,00 €
	Agent restauration cantine scolaire et accueils de loisirs (sujétions particulières : confection des repas, responsabilités normes HACCP)	3 000,00 €
	Agent faisant fonction d'ATSEM	2 000,00 €
	Agent entretien bâtiments communaux (sujétions particulières : agent polyvalent, entretien bâtiments communaux, restauration scolaire, extrascolaire, utilisation appareils vibrants, nettoyage salle, manutention charges lourdes)	2 600,00 €

L'IFSE versée aux agents à temps non complet sera calculée au prorata de leur temps de travail hebdomadaire.

Les taux de l'IFSE évolueront dans les mêmes conditions que la rémunération des fonctionnaires, dans la limite des montants maxima réglementaires.

L'IFSE sera versé mensuellement.

Madame le Maire est chargée de fixer, par arrêté, le montant individuel attribué à chaque agent en fonction des critères suivants :

- Niveau d'encadrement
- Niveau de responsabilité
- Grade détenu par les agents.

En cas d'arrêt de travail, l'IFSE sera versée dans les conditions suivantes :

- En cas de longue maladie, grave maladie, ou longue durée, le RIFSEEP ne sera pas maintenu.
- En cas d'accident de service, maladie professionnelle, maternité, paternité, et de temps partiel thérapeutique, le RIFSEEP sera maintenu.
- En cas de maladie ordinaire, le RISEEEP suivra les règles applicables pour le traitement de base.

2- Le complément indemnitaire annuel (CIA)

Il est proposé d'attribuer individuellement chaque année un complément indemnitaire aux agents en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciée dans les conditions de l'entretien professionnel. Seront appréciés notamment :

- L'implication au sein du service
- Les aptitudes relationnelles
- Le sens du service public
- La réserve, la discrétion, le secret professionnel
- La capacité à travailler en équipe et en transversalité
- Le respect des moyens matériels
- Le travail en autonomie
- La rigueur et la fiabilité du travail effectué
- Sa capacité à s'adapter aux exigences du poste, à coopérer avec des partenaires internes ou externes
- Son implication dans les projets du service
- La disponibilité
- Esprit d'innovation et créatif

Le montant individuel de l'agent, compris entre 0 et 100% du montant maxima du CIA est attribué au vu des critères précités.

Ce versement n'est donc pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Groupes de fonctions et montants maxima annuels (plafonds) :

Groupes de fonctions	Fonctions correspondant au groupe	Montants maxima annuels
B1	Secrétaire de mairie, rédacteur	500,00 €
C2	Adjoints administratifs, ATSEM, adjoints animation	300,00 €
C1	Adjoints techniques	360,00 €

L'autorité territoriale est chargée de fixer, par arrêté le montant individuel attribué à chaque agent au titre du CIA en fonction des résultats de la grille sur la valeur professionnelle présente dans le compte-rendu d'évaluation ou au vu de l'atteinte des objectifs, dans la mesure où l'évaluateur aura fixé des objectifs. L'arrêté d'attribution du complément indemnitaire annuel a une validité limitée à une année.

Le CIA sera versé aux agents à temps non complet au prorata de leur temps de travail hebdomadaire.

En cas d'arrêt de travail, le CIA sera versé dans les conditions suivantes :

- En cas de longue maladie, grave maladie, ou longue durée, le CIA ne sera pas maintenu.
- En cas d'accident de service, maladie professionnelle, maternité, paternité, et de temps partiel thérapeutique, le CIA sera maintenu.
- En cas de maladie ordinaire, le CIA suivra les règles applicables pour le traitement de base.
- **DIT** que les agents contractuels de droit public de la mairie ne bénéficieront pas du RIFSEEP
- **DIT** que la présente délibération abroge et remplace la délibération du 11 avril 2023.

Monsieur Testemale souhaite un bilan de l'accueil de loisirs des vacances d'été, la fréquentation, les activités.

AFFAIRES SCOLAIRES

DELIBERATION 2023-41

ACCUEIL PERISCOLAIRE COLLEGIENS

Madame le Maire informe le conseil municipal que le 6 août 2018 l'assemblée en place avait autorisé l'accueil des collégiens à l'accueil périscolaire du matin et du soir. Une famille souhaite que ce service soit proposé pour son enfant.

Madame le Maire demande le renouvellement de ce service.

Le conseil donne son accord.

Mme Charon-Burnel demande quel sera le moyen de communication auprès de la population : Panneau Pocket, panneau affichage, site internet.

Mme le maire souhaite que les inscriptions demeurent exceptionnelles, une information sera notifiée sur le site de la commune pour informer les familles.

Considérant la demande d'une famille souhaitant inscrire leur enfant à l'accueil périscolaire de la commune, le matin avant l'arrivée du bus du collège et le soir après son arrivée par le bus depuis les collèges de Tartas,

Il est précisé que les recettes seront encaissées sur émission de titres de recette mensuellement pour le périscolaire.

L'inscription est obligatoire pour l'accueil périscolaire, la facturation sera sur la base de l'inscription.

Dans le cadre du fonctionnement de l'accueil périscolaire, dont la gestion est assurée par la Commune, il convient de fixer les tarifs pour l'accueil périscolaire des collégiens les lundis, mardis, jeudis et vendredis matins et soirs pour l'année 2023

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,

FIXE les tarifs pour l'accueil périscolaire pour les collégiens, les lundis, mardis, jeudis et vendredis matins et soirs comme suit :

	QUOTIENT FAMILIAL	TARIF PAR ENFANT et PAR PRESENCE
RESSORTISSANT CAF	QF > 905,01 €	0,90 €
	794,01 € < QF ≤ 905€	0,85 €
	449,01 € < QF ≤ 794 €	0,80 €

	0 < QF ≤ 449 €	0,75 €
RESORTISSANT MSA	QF > 780,01 €	0,90 €
	0 € < QF ≤ 780€	0,75 €
AUTRES REGIMES		0,90€

DÉCIDE :

- **D'AUTORISER** Madame le Maire à intervenir à la signature de tout document ou pièce se rapportant à la gestion ou au bon fonctionnement de l'installation dont l'activité principale sera l'accueil périscolaire et extrascolaire.
- **D'AUTORISER** Madame le Maire à intervenir à la signature de tout document ou pièce se rapportant à l'activité accueil périscolaire et extrascolaire en tant qu'ordonnateur des dépenses et des recettes de la collectivité, conformément au C.G.C.T. et à la nomenclature comptable
- **DE PROCEDER** à toutes démarches auprès de collectivités publiques ou organismes divers ou organismes financeurs des activités liées à l'enfance et à la jeunesse, et plus particulièrement la CAF, MSA, le Conseil Départemental, la Communauté des Communes du Pays Tarusate, les comités d'entreprises ou d'action sociale ou tout autre organisme. Une convention avec chaque financeur sera établie.
- **APPROUVE** le Règlement Intérieur ci-annexé.

FUSION DFCI Meilhan, Souprosse, Lamothe

Madame le Maire informe l'assemblée du projet de fusion des DFCI des communes de Meilhan, Souprosse et Lamothe.

Ce projet de fusion ne changera en rien les engagements déjà existants des parties, notamment les travaux d'entretien des chemins ruraux réalisés par la commune, l'entretien des pistes forestières pris en charge par la DFCI de Meilhan.

La commune de Meilhan dispose d'un camion incendie, cet engin sera utilisé par les communes de Lamothe, Souprosse pour la surveillance d'un incendie d'une parcelle supérieure à 5 Ha. Le projet de convention sera modifié, il sera mentionné que le conducteur du camion incendie devra être titulaire du permis obligatoire pour ce type de véhicule.

M. Soux intervient « la commune de Meilhan dispose d'un camion incendie, la commune de Souprosse a une caserne ».

Mme Lapêtre-Tauziet rajoute « actuellement le camion de Meilhan fonctionne bien mais le jour où il y a une réparation, est-ce qu'elle sera prise en charge par les 3 communes ? Les charges courantes seront-elles divisées ? Je suis tout de même d'accord pour le prêter ».

M. Lacoste partage son avis et propose de céder le camion à la DFCI, les réparations seraient de ce fait prises en charge par la DFCI.

M. Chabanne n'est pas de cet avis, le camion a été d'un grand secours lors du dernier incendie sur la commune.

Mme Hurel rajoute que Meilhan doit rester prioritaire.

Le Conseil Municipal donne son accord sur les termes du projet de convention.

ASSOCIATIONS

- Demande subvention association En Harmonie – Positive Vibes.

Madame le Maire informe qu'une nouvelle association a été constituée, le bureau est constitué de 3 personnes. Madame le Maire propose de recevoir les membres, une subvention pourrait être versée après un an de fonctionnement.

M. Lacoste fait remarquer que le bureau est composé par un couple.

Mme Charon-Burnel rajoute que le troisième membre fait partie de la famille et demande quelles sont les conditions d'occupation de la salle des fêtes.

M. Testemale précise qu'il y a nécessité d'inscrire dans le règlement général des associations les modalités de versement des subventions.

Madame le Maire intercède « cela peut faire penser à une association rémunérée, les membres sont des professeurs rémunérés. L'association SLAM rémunère une personne ».

M. Lacoste précise que l'association ne fait pas de bénéfice selon la proposition budget transmise, c'est une association loi 1901.

M. Testemale intervient « c'est une association avec un fonctionnement démocratique, les membres ont-ils été élus en Assemblée Générale ? La présence de trois membres seulement lors de sa création, cela peut se comprendre. L'association est-elle déclarée en préfecture ? Dans ce type d'association sur le bien-être se logent des tentatives de sectes ».

Mme Lapêtre-Tauziet rajoute que les membres sont domiciliés sur la commune.

Le Conseil Municipal propose que la commission communication rencontre les membres de l'association.

- FFBAD : courrier label 2 étoiles badminton Meilhan

Madame le Maire donne lecture du courrier. M. Testemale demande si une lettre de félicitation sera adressée à l'association.

M. Lacoste précise que la municipalité est présente lors de l'assemblée générale.

Madame le Maire rajoute que si le conseil souhaite un courrier, il sera transmis.

- Labellisation régionale « Valides et Handicapés » association badminton Meilhan
- Courrier démission M. Patrick Ducreux, président comité des fêtes

Madame le Maire informe le conseil municipal que M. Ducreux a démissionné de ses postes de Président du comité des fêtes et Président de l'Entente Meilhanaise.

M. Testemale s'interroge : « Il n'y a pas eu de réunion pour élire le nouveau président, donc il n'y a plus de président ? Reste-t-il à l'Entente ? »

M. Chabanne précise qu'il y a deux co-présidents et qu'il a démissionné également de l'Entente Meilhanaise.

PROJET PHOTOVOLTAIQUES

- Rapport commissaire enquêteur

Madame le Maire rappelle que le commissaire enquêteur a transmis son rapport.

- Autorisation défrichement Arkolia

Madame le Maire informe l'arrêté préfectoral autorise le défrichement des 24 Ha 82 a 03 ca.

La notification de la décision du permis de construire devrait intervenir.

DELIBERATION 2023-042

DM N° 01

Proposition DM N° 01 : nouvelle opération remplacement des éclairages rue du Clocher

Madame le Maire rappelle que lors de la dernière réunion, le Conseil Municipal avait examiné le devis pour le remplacement des bulles Rue du Clocher présenté par le SYDEC.

Après renseignements pris auprès de la trésorerie, les travaux font l'objet d'une dépense d'investissement, il y a lieu de créer une nouvelle opération, la somme sera prélevée sur l'opération aménagement école, car les travaux ne débuteront pas durant cet exercice.

Madame le Maire propose le projet de DM N° 01.

Le conseil municipal donne son accord.

Opération 2202, aménagement école - 3000 €

Opération nouvelle 2304, éclairage public rue du clocher + 3000 €

DELIBERATION 2023-043

ECLAIRAGE PUBLIC : REMPLACEMENT DES BULLES, RUE DU CLOCHER

Considérant le plan de financement relatif aux travaux d'éclairage public présenté par le SYDEC

Considérant la DM n° 01 créant l'opération n° 2304, éclairage public, Rue du Clocher

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **ACCEPTE** le plan de financement proposé par le SYDEC :
- Etude du dossier technique
- Dépose de 3 mâts bépris équipés de bulles
- Fourniture et pose de 3 mâts cintrés de hauteur 6,2 m, équipés de lanternes Led Philips
- Essais et mise en service
 - o Montant estimatif TTC 11 308 €
 - o TVA préfinancée par le SYDEC 1 770 €
 - o Montant HT 9 539 €
 - o Subvention apportée par SYDEC 4 674 €
 - o Etat 2 262 €
 - o Collectivité 2 603 €
- DIT que la commune s'engage à rembourser au SYDEC la somme de 2603 € sur les fonds libres.

QUESTIONS DIVERSES

- **SIETOM : définition des besoins en conteneurs ordures ménagères.**

Madame le Maire propose de réunir la commission travaux pour définir le style de conteneurs. La commune doit se positionner pour choisir le style de contenants, soit colonnes aériennes, soit conteneurs semi-enterrés avant le 30 octobre prochain.

M. Chabanne précise qu'il va falloir trouver dix emplacements sur la commune.

M. Hurel rajoute que les semi-enterrés sont pratiques pour les personnes âgées.

M. Lacoste complète que cela engendre des désagréments, notamment des odeurs.

Mme Charon-Burnel demande : « les semi-enterrés sont pourvus de système à tambours ? car pour avoir connu ce système, ils sont très vite en panne et les conteneurs ont été inutilisables durant 2 mois. »

Madame le Maire précise que les colonnes aériennes sont également dotées de tambours.

M. Soux intercède « à Tartas il y a des cubes, mais ce système n'est pas esthétique ».

M. Chabanne ajoute qu'ils peuvent être décorés.

La commission travaux se réunira le 3 octobre à 18h00.

Mme Charon-Burnel propose de rajouter des points, notamment, les travaux de l'école maternelle, les travaux de réfection des ponts.

Mme le Maire fixe la prochaine réunion du conseil municipal au 10 octobre 2023 à 20h30.

Madame le Maire rend compte à l'assemblée de la rencontre avec le technicien du SIETOM, relative à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères de la cantine. Elle propose au conseil une réflexion. Le coût de vidange des deux conteneurs va représenter 2500 €/an à la commune. Ces conteneurs seront dédiés au tri des ordures ménagères de la cantine, les conteneurs pourraient être sortis durant les vacances afin d'éviter des vidanges durant la période de vacances. Seul problème les déchets des ordures ménagères de l'accueil extrascolaire.

M. Chabanne ajoute : « ou on demande des passages supplémentaires ».

Madame le Maire incite au tri.

M. Loubère informe que sur certains départements les ménages paient en fonction des ordures déposées.

- **SDIS : synthèse d'activités**

La synthèse d'activités pour la commune a été transmise aux membres du conseil municipal pour information.

- **Site sablière Rubio**

Madame le Maire rappelle les questions soulevées lors de la dernière séance. Un comptage a été réalisé, il n'y a pas de différence du nombre de flux vers Meilhan et Le Leuy. Un passage de la balayeuse est organisé tous les deux mois.

Mme Despouys rajoute que les bas-côtés sont dangereux.

M. Soux intervient « les arbres en bordure de la propriété lieu-dit « Brana » dépassent sur la route, cela est dangereux pour un camion car il est obligé de rouler au milieu de la chaussée ». M. Lacoste propose de faire un courrier à l'UTD.

Madame le Maire va contacter l'UTD pour les informer et va relancer pour fixer un RDV concernant le projet d'aménagement de la route du Port d'Orion. Cela était prévu au mois de septembre.

- **Comptage route de la chalosse bureau ISR**

Madame le Maire donne lecture du comptage réalisé par la Société ISR sur la Route de la Chalosse. Elle informe qu'un miroir a été installé à la sortie des deux habitations lieu-dit « Lélas » et propose de créer un plateau traversant.

M. Soux répond qu'il va falloir en mettre partout, cela va être gênant.

M. Chabanne rétorque « personnellement je laisserai comme cela ».

Madame le Maire précise que la densité de la population est plus importante, on ne peut pas comparer par rapport à il y a une dizaine d'années.

M. Loubère rajoute que cela n'est pas accidentogène, mais circuler à vélo ou à pied cela reste dangereux.

Le Conseil Municipal décide de ne pas donner de suite.

- **Attribution DETR aménagement local service technique**

Madame le Maire informe l'assemblée de la notification d'attribution de la DETR pour l'opération « aménagement d'un local pour les services techniques » pour un montant de 9000 €.

Mme Charon-Burnel demande si l'architecte a renvoyé les documents demandés pour l'opération aménagement de l'école maternelle

M. Chabanne propose de relancer l'architecte.

- **Devis drapeau**

Madame le Maire informe l'assemblée que l'association du Souvenir Français propose l'achat d'un drapeau, qui sera porté par un enfant de l'école lors des cérémonies du 8 mai et du 11 novembre.

Madame le Maire rend compte au conseil municipal de son entretien avec l'équipe enseignante, qui est enchantée de la proposition. Une convention avec l'Education Nationale est prévue.

Plusieurs devis ont été demandés :

- société Doublet : 2004 € TTC
- société Mouret : 1 257,60 € TTC
- société MACAP : 915,60 € TTC
- société Patard Dominique : 1 180,31 € TTC

Le devis de la société MACAP est le moins onéreux, mais il ne comprend pas l'achat du baudrier. La société va être contacté pour réactualisation du devis.

Le conseil municipal donne son accord pour l'acquisition d'un drapeau et baudrier.

M. Testemale demande si les drapeaux français et européen sont installés sur la façade du groupe scolaire.

Madame le Maire répond que les deux panneaux sont bien fixés sur la devanture de l'accueil périscolaire.

L'équipe enseignante propose d'organiser une cérémonie pour l'occasion avec les parents d'élèves.

- **Groupement commandes CCPT**

Madame le Maire informe l'assemblée que la CCPT souhaite relancer le groupement de commandes pour l'achat mutualisé de plusieurs fournitures (papier, sacs poubelle, produits d'entretien).

- **Devis actualisé travaux menuiseries logements Rue Félix Robert**

Madame le Maire rappelle la décision pour le remplacement des menuiseries du logement de l'étage et des volets en date du 8 août 2022. Les travaux n'ont pu être réalisés car les appuis de fenêtres devaient être consolidés. Le maçon est intervenu en août 2023. La SOFED a réactualisé le devis pour un montant de 17 535,96 € TTC, représentant une différence de 23,40 €.

Le conseil municipal donne son accord pour le devis.

- **Intervention de Mme Lapêtre-Tauziet**

Madame Lapêtre-Tauziet donne lecture d'un message reçu : « J'ai constaté au carrefour du Silo et de la Route de la Sablière, un panneau Stop est absent et le marquage au sol effacé. Le panneau de pré-signalisation rue du cimetière est également défaillant. La limitation de vitesse Route de la Chalosse n'est pas respectée, y a-t-il un aménagement prévu ? ».

M. Chabanne prend note, les services techniques seront avertis.

- **Intervention de M. Chabanne**

Des travaux Route de la Pinède relatifs au renforcement du réseau d'eau potable vont débuter et devraient durer environ 3 mois.

Madame le Maire rend compte au conseil municipal de la problématique de certains réseaux pluviaux de la commune lors du dernier orage. Au Bourg Neuf, la dimension de la sortie du pluvial n'est pas en capacité d'absorber tout le pluvial du bâtiment. La CCPT va faire les travaux sur la voie s'agissant d'une voie communautaire.

Place des Arènes, la pente naturelle entraîne le gravier et de ce fait bouche les regards d'évacuation des eaux pluviales. La Commune va gérer ce problème dans la mesure du possible.

Route du Bos de Marsacq : plusieurs ponts de propriétaires sont bouchés, la CCPT va rafraichir le fossé à nouveau, mais chaque riverain devra déboucher ses ponts régulièrement.

- **Document unique**

Madame le Maire propose au conseil municipal de réunir la commission du personnel afin de prendre en compte les aménagements préconisés par la médecine du travail sur certains postes. Le Document Unique a été rédigé par le Centre de Gestion. Le service de prévention a identifié les actions principales à mettre en place.

Madame le Maire informe le conseil municipal qu'actuellement l'agent de restauration est toujours en arrêt de travail. L'agent assurant le service à la cantine a été placé en temps partiel thérapeutique depuis le 4 septembre 2023.

L'achat de deux chariots pour la cantine afin d'éviter de la manutention pour le personnel est préconisé. Le nettoyage du soir est problématique, les tables des écoliers doivent être soulevées pour le passage de l'aspirateur.

M. Soux demande si les tables sont anciennes.

Madame le Maire répond qu'elles ont été achetées il y a 12-13 ans.

Mme Charon-Burnel intervient « il faudrait peut-être que ce soit vu en amont, c'est le principe de la commission, de travailler sur un point ».

Madame le Maire propose de réunir la commission du personnel le jeudi 28 septembre 2023 à 18h30.

- **Portes ouvertes carrières Daniel**

Madame le Maire fait part à l'assemblée de l'invitation des carrières Daniel, relative à la visite du site d'Abos. La réponse doit intervenir avant le 20 septembre prochain. Madame le Maire fera la réponse à la Société.

- **Réunion commission communication**

Madame Hurel propose de réunir la commission pour travailler sur le prochain bulletin municipal.

Mme Charon-Burnel propose de réunir la commission lors de la rencontre avec l'association En HarTmonie.

La séance est levée à 22h30.

Le Maire

Mme LOUBERE Patricia

Le Secrétaire

Mme HUREL Catherine

Table des délibérations de la séance du 05 septembre 2023

2023-40	Délibération portant approbation plan financement bibliothèque – dossier DRAC
2023-43	Délibération accueil périscolaire collégiens
2023-42	DM N° 01 – nouvelle opération remplacement des éclairages rue du clocher
2023-41	Eclairage public – remplacement des bulles, rue du Clocher
2023-44	Création d'un emploi permanent à temps non complet